

Unité départementale des Hauts-de-Seine
Service Risques et Installations Classées
de Paris et des Hauts-de-Seines
167/177, avenue Joliot-Curie BP 102
92 013 Nanterre Cedex

Nanterre le 28/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visites d'inspection des 10/11/2023 et 14/08/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAS SIMONE

159-163, RUE DE CHARENTON
75012 Paris

Code AIOT : 0007404096

1) Contexte

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 10/11/2023 et 14/08/24 dans l'établissement SAS SIMONE implanté 159-163, RUE DE CHARENTON 75012 Paris. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Ces visites avait pour but de suivre les actions entreprises par la société SAS SIMONE afin de remettre en conformité son installation. Ces inspections s'inscrivent également dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. La fréquence d'inspection est de trois ans pour ce type d'installation. Cette fréquence peut néanmoins être revue selon les non-conformités constatées lors des différents contrôles.

En outre, plusieurs plaintes pour nuisances sonores et olfactives ont été formulées les 12 mai 2023, 15 juin 2023, 10 octobre 2023, 12 février 2024, 20 mars 2024 , 4 avril 2024 et 14 avril 2024 aux services de la préfecture de police et à l'inspection des installations classées par des riverains. Ces installations ont permis de faire le point avec l'exploitant les dispositions prises pour réduire les nuisances sonores et olfactives émises par son installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS SIMONE
- 159-163, RUE DE CHARENTON 75012 Paris
- Code AIOT : 0007404096
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAS SIMONE est un établissement de nettoyage de vêtements, classé au régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2345 (Nettoyage à sec) et au régime de la déclaration à la rubrique 2340 (Blanchisserie) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Surveillance des rejets aqueux
- Gestion des déchets
- Nuisances sonores
- Maintenance des machines à sec
- Conformité des machines à sec
- Plan de gestion des solvants
- Rejet à l'atmosphère
- PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera

proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Registre des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 9-4	Demande d'action corrective	1 mois
5	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 12-1	Demande d'action corrective	D'ici décembre 2024
9	Température des rejets	Arrêté préfectoral du 22/03/2006 Annexe I point 10.4	Demande d'action corrective	3 mois
12	Conformité des machines de nettoyage à sec	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 11-3	Demande d'action corrective	1 mois
13	Rejets à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 11-1	Mise en demeure	6 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Plan de gestion des solvants	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 11-3	Sans objet
3	Gestion des déchets	Code de l'environnement du 18/10/2023, Annexe 1 point R541-43-I	Sans objet
4	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 13-4	Sans objet
6	Entretien des machines de nettoyage à sec	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 7-10	Sans objet
7	Déclaration des émissions polluantes	Arrêté Préfectoral du 08/08/2011, Article 5-2	Sans objet
8	Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		Article 4-1	
11	Transmission des rapports d'autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 08/08/2011, article 5-1	Sans objet
12	Ventilation – Vérification	Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 7-6	Sans objet
14	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 2	Sans objet
15	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 3	Sans objet
16	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 4	Sans objet
17	Exigences pour le prélèvement	Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 4	Sans objet
18	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place l'ensemble des actions correctives nécessaires pour corriger l'ensemble des non-conformités récurrentes relevées lors des précédentes inspections.

L'inspection des installations classées encourage l'exploitant à poursuivre ses efforts afin de maintenir un bon niveau de conformité de l'installation.

Une étude acoustique sera nécessaire à la fin des travaux d'insonorisation des locaux de la sous-station CPCU pour attester de l'efficacité des moyens mis en place pour réduire le bruit.

L'exploitant doit également entreprendre des travaux pour canaliser les vapeurs sortant de son installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Registre des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 9-4
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrée-sortie
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un registre dans lequel figurent la nature et la quantité des substances utilisées tels que les solvants. Un plan des stockages doit être annexé à ce registre qui doit être tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant a créé une feuille de calcul (tableur excel) recensant les quantités et les types des

<p>solvants livrés dans l'installation. Cependant cette feuille n'est pas régulièrement actualisée puisque l'employé missionné pour le faire a quitté l'entreprise. Aucune donnée issue des années 2023 et 2024 n'a été saisie dans le registre.</p> <p>L'exploitant garde néanmoins l'ensemble des bons de livraison dans un classeur qui a été mis à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La fiche de calcul pourra donc être complétée en croisant les données issues des bons de livraison et celles des bordereaux de reprise des bidons vides.</p> <p>L'inspecteur a rappelé que ce registre permet de connaître l'état des quantités de solvant présent dans l'établissement.</p>
<p>Demande formulée à l'exploitants :</p> <p>Compléter la feuille de calcul Excel de suivi des solvants afin de savoir en permanence la quantité de solvant présente sur site</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Délai : 1 mois</p>

N° 2 : Plan de gestion des solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 11-3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants (PGS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le respect de la valeur limite d'émission prévue ci-dessus [20 g de solvant par kg de linge nettoyé et séché] est garantie simultanément par [...] la mise en place d'un plan de gestion des solvants comprenant notamment les pièces attestant de la quantité de solvant acheté par l'exploitant et les pièces attestant de la destruction des boues et filtres usagés dans les modalités prévues à la condition 13-4.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 31 octobre 2023, son plan de gestion des solvants (PGS) pour l'année 2022. Ce PGS est acceptable et montre que la limite des 20g de solvant émis dans l'atmosphère par kilogramme de linge nettoyé et séché n'est pas atteinte. Il a été constaté que 9,2 g de solvants (6 g de SOLTROL 130 et 3,2 g d'INTENSE) ont été émis en moyenne par kilogramme de linge nettoyé et séché.</p> <p>Le 14 août 2024, l'exploitant a transmis son plan de gestion des solvants pour l'année 2023. L'exploitant a consommé un maximum de 10,1 g de solvant par kilogramme de linge nettoyé et séché (7,8 g de SOLTROL 130 et 2,3 g d'INTENSE). La limite des 20 g de solvant émis dans l'atmosphère par kilogramme de linge nettoyé et séché n'est donc pas atteinte pour 2023.</p> <p>Aucun écart n'a été constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 18/10/2023, article R541-43-I
Thème(s) : Risques chroniques, Registre des déchets
Prescription contrôlée : Pour l'application du I de l'article L. 541-7, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets, les collecteurs, les transporteurs, les négociants, les courtiers, et les exploitants des installations de transit, de regroupement ou de traitement de déchets tiennent à jour un registre chronologique de la production, de l'expédition, de la réception et du traitement de ces déchets et des produits et matières issus de la valorisation de ces déchets. Ce registre est conservé pendant au moins trois ans
Constats : L'exploitant tient un registre mensuel des expéditions des boues dangereuses issues des machines à sec de son installation. Ce registre prend la forme d'une feuille de calcul du tableur Excel.
Ce suivi rigoureux du traitement des boues dangereuses est à poursuivre.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 13-4
Thème(s) : Risques chroniques, Bordereau de suivi des déchets dangereux
Prescription contrôlée : Les déchets industriels spéciaux et notamment les boues doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination.
Constats : L'exploitant utilise l'application Trackdéchets pour suivre l'enlèvement et le traitement des boues dangereuses. L'exploitant range néanmoins les bordereaux de suivis des déchets dangereux dans un classeur. Ces bordereaux sont remis par la société ITEK EUROPE qui assure pour le compte de l'exploitant la gestion des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 12-1		
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des nuisances sonores		
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après dans les zones à émergence réglementée telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997)		
Niveau de Bruit en ambiant dans les zones à émergence réglementée	Émergence admissible sur une période allant de 7h à 22h hors dimanche et jours fériés	Émergence admissible sur une période allant de 22h à 7h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur au égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)
De plus le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne devra pas dépasser lorsqu'elle est en fonctionnement 70 dB(A) en journée et 60 dB(A) la nuit sauf si le bruit résiduel est supérieur.		
Constats : Le 10 novembre 2023, l'inspection a constaté qu'une étude acoustique a été réalisée le 27 juillet 2023. Cette étude s'est déroulée sur l'amplitude horaire maximale d'activité de l'installation (7h-22h) avec 3 points de mesure représentatifs de zone à émergence réglementée potentiellement impactée par des nuisances sonores issues de l'installation (Limite de propriété, habitations mitoyennes au nord-est de l'installation et le renforcement entre l'installation et le bâtiment d'habitation au Sud de l'installation) Une émergence nulle a été constatée. Cela démontre, dans les conditions de mesures, de l'absence de nuisance sonore issue de l'installation. Aussi, le rapport d'étude acoustique ne fait mention d'aucune non-conformité. Un niveau de bruit de 51 dB(A) a été mesurée en limite de propriétés et un niveau de bruit de 58 dB(A) au niveau des habitations les plus proches. Malgré ces résultats conformes, les plaintes de riverains habitant au 163 rue de Charenton se sont poursuivies fin 2023 et début 2024. A fin de comprendre, les raisons de ces plaintes, l'inspection des installations classées a rencontré le 20 février 2024 les différents plaignants pour caractériser les nuisances sonores, objet des plaintes : <ul style="list-style-type: none"> • une extraction d'air en façade du bâtiment • l'alimentation en vapeur Le 14 août 2024, il a été constaté que l'exploitant avait isolé sa façade condamnant ainsi les amenées d'air et avait déplacé son compresseur à l'origine des nuisances extérieures. Aucun bruit anormal n'a été observé, le 14 août à l'extérieur quand le compresseur était utilisé. Des travaux ont également été programmés par l'exploitant sur la sous-station CPCU alimentant		

<p>les installations de blanchisserie SAS SIMONE en vapeur. Ils auront lieu entre octobre et novembre 2024.</p> <p>Dans un délai d'un mois après la fin de ces travaux et d'ici décembre 2024, il sera nécessaire de réaliser une campagne de mesures acoustiques en incluant un point de mesure dans le logement 54 (1^{er} étage bâtiment B) dans lequel une émergence de 17,5 dBA des émissions sonores issues des conduits de vapeur de la SAS SIMONE avait été observée en décembre 2018 (voir annexe 1).</p>
<p>Demande formulée à l'exploitant</p> <p>Réaliser d'ici décembre 2024, une campagne de mesures acoustiques en incluant des points de mesures dans les locaux techniques en sous-sol du bâtiment B au 163 rue de Charenton et dans le logement 54 (1^{er} étage bâtiment B 163 rue de Charenton). Lors de cette campagne de mesure la sous-station CPCU fonctionnera à la pression nominale admissible par les machines de l'exploitant (soit 5 bars) et le compresseur devra également être utilisé à intervalle régulier.</p> <p>Il conviendra également de se rapprocher de la CPCU pour bénéficier de son expertise sur les nuisances sonores émises par ses sous-stations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suite</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Délai : d'ici décembre 2024</p>

N° 6 : Entretien des machines de nettoyage à sec

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 7-10</p>
<p>Thème(s) : Autre, Entretien et maintenance</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les machines de nettoyage à sec doivent être visitées annuellement par un organisme compétent qui doit attester du bon état général du matériel et notamment de sons étanchéité et des dispositifs de sécurité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les 9 machines de nettoyage à sec font l'objet d'une vérification annuelle.</p> <p>L'inspecteur des installations classées a relevé que la société ITEK EUROPE est intervenue en 2023 de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Vérification de la Machine FIRBIMATIC n°066G00315 le 5 avril 2023 - Vérification de la machine FIRBIMATIC n°066G00316 le 4 mai 2023 - Vérification de la machine FIRBIMATIC n°066G00317 le 11 mai 2023 - Vérification des machines REALSTAR n°912120059 et UNION n°607-A2-1247 le 12 mai 2023 - Vérification des machines FIRBIMATIC n° E440.D.17.025620 et n° E440.D.17.025605 le 15 mai 2023 - Vérification de la machine REALSTAR n°912850039 le 12 octobre 2023. <p>Ce point n'a pas été vérifié lors de l'inspection de 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Déclaration des émissions polluantes - GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2011, Annexe 1 point 5-2
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des émissions polluantes
Prescription contrôlée : Les substances faisant l'objet de la surveillance pérenne décrite à l'article 4 de l'annexe I du présent arrêté doivent faire l'objet d'une déclaration annuelle conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.
Constats : L'inspecteur a constaté que l'installation a produit en 2022, 721 kg de déchet dangereux et que l'installation consommait entre 40 000 et 47 000 m ³ d'eau par an. Les contrôles d'autosurveillance des rejets aqueux montre que les concentrations seuils des polluants indiqués à l'annexe 2 de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets ne sont pas franchies. Les conditions listées à l'article 4 de l'arrêté du 31 janvier 2008 (Production de 2 tonnes de déchets dangereux, consommation de 50 000 m ³ d'eau et franchissement des seuils de l'annexe 2 de cet arrêté) ne sont pas réunies pour que l'exploitant soit obligé de déclarer à l'inspection des installations classées ses émissions polluantes et ces déchets. Compte tenu que les contrôles des rejets aqueux de 2022, 2023 et 2024 ne sont pas anormaux et que l'exploitant a abandonné l'utilisation du perchloréthylène (tétrachloroéthylène), l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de Police de Paris de supprimer la prescription de l'Annexe 1 point 5-2 de l'arrêté préfectoral du 08/08/2011.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2011, Annexe 1 point 4-1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance perenne des rejets aqueux
Prescription contrôlée : l'exploitant poursuit au plus tard à compter du 1er août 2012 le programme de surveillance au point de rejet des effluents industriels de l'établissement défini ci-dessous : - liste des substances dangereuses : substances dangereuses visées à l'annexe I dont l'exploitant a retenu la surveillance sur la base du rapport de synthèse établi à l'issue de la surveillance initiale en référence aux articles 3.2 et 3.3 de l'annexe I du présent arrêté - périodicité : 1 mesure par trimestre - durée de chaque prélèvement : 24h représentatives du fonctionnement de l'installation
Constats : L'exploitant dit réaliser une autosurveillance semestrielle de ses rejets aqueux une analyse en janvier et une seconde en septembre de chaque année.

<p>L'inspecteur a noté qu'en 2022 les contrôles ont été réalisés les 12/01/2022 et 08/09/2022 par la société CERECO. Ce laboratoire est ensuite intervenu les 04/09/2023, 21/05/2024 et 24/06/2024.</p> <p>À noter qu'un contrôle inopiné des rejets aqueux a été réalisée en août 2023 à la demande de l'inspection des installations classées. Ce contrôle na pas montré de non-conformité.</p> <p>Considérant que la concentration en polluant des eaux de rejet est conforme à la réglementation, l'inspection des installations classées propose à M. le Préfet de police de Paris de modifier la périodicité des analyses de la prescription contrôlées : "1 mesure par trimestre" à "2 mesures par an (1 en mars et 1 en septembre si l'installation est en fonctionnement)".</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il doit programmer dès à présent les contrôles d'autosurveillance pour mars 2025 et septembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Température des rejets aqueux

Référence réglementaire : arrêté préfectoral du 22/03/2006 Annexe I point 10.4
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance perenne des rejets aqueux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sans préjudice des conventions de déversement dans le réseau public, les éventuels rejets d'eaux résiduaires usées doivent faire l'objet en tant que de besoin d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>Température < 30 °C</p>
<p>Constats :</p> <p>Seules des anomalies au niveau de la température des eaux de rejets ont été constatées dans les différents rapports d'analyse à l'exception du rapport des analyses de mai 2024. L'eau rejetée atteint ponctuellement des températures comprises entre 30 °C et 35 °C. Ce qui n'est pas conforme à la prescription 10-4 de l'annexe I de l'arrêté préfectoral du 22/03/2006.</p> <p>L'exploitant doit chercher la cause de cette dérive et mettre en place les actions correctives nécessaires afin que la température des rejets soit inférieure à 30 °C</p>
<p>Demande formulée à l'exploitant</p> <p>Chercher la cause des dépassements de la température limite des rejets aqueux et mettre en place les actions correctives nécessaires afin que la température des rejets soit inférieure à 30 °C</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Délai : 3 mois

N° 10 : Transmission des rapports d'autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/08/2011, Annexe 1 point 5-1
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration de l'autosurveillance
Prescription contrôlée : Les résultats des mesures du mois N réalisées au titre de la surveillance des rejets devront être saisis et transmis à l'inspection des installations classées par voie électronique avant la fin du moins N-1 sur le site de télédéclaration du ministère chargée de l'environnement prévu à cet effet
Constats : Aucun rapport d'analyse n'a été télédéclaré via l'application GIDAF. L'inspecteur des installations classées ayant en sa possession les rapports des contrôles des rejets aqueux de 2022, 2023 et 2024, aucune suite n'est proposée. L'exploitant doit néanmoins privilégier l'application GIDAF pour transmettre les rapports d'autosurveillance de ses rejets aqueux sous un délai d'un mois après la réception des rapports d'analyse. En cas de difficulté, une transmission par courriel sera acceptée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Normes des machines de nettoyage à sec

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 11-3
Thème(s) : Risques chroniques, Normes des machines de nettoyage à sec
Prescription contrôlée : Le respect de la valeur limite d'émission prévue ci-dessus [20 g de solvant par kg de linge nettoyé et séché] est garantie simultanément par [...] la marque NF ou tout autre marque reconnue équivalente
Constats : Pour pouvoir fonctionner avec des solvants autres que du PCE, les machines de nettoyage à sec doivent être conformes aux deux normes suivantes NF EN ISO 8230-1 et NF EN ISO 8230-1 L'inspecteur a vérifié les attestations de conformité aux normes NF EN ISO 8230-1 et NF EN ISO 8230-3. des machines suivantes FIRBIMATIC n°066G00315, n°066G00316 et n°066G00317. Ces 3 machines sont réputées conformes pour pouvoir fonctionner avec des solvants autres que du PCE. Les 10/11/23 et 14/08/24, l'exploitant n'a pas pu montrer les attestations de conformité aux normes NF EN ISO 8230-1 et NF EN ISO 8230-3. des machines FIRBIMATIC n° E440.D.17.025620 et n° E440.D.17.025605, REALSTAR n°912120059 et n°912850039 et UNION n°607-A2-1247.
<u>Demande formulée à l'exploitant</u> Transmette les attestations de conformité aux normes NF EN ISO 8230-1 et NF EN ISO 8230-3. des machines FIRBIMATIC n° E440.D.17.025620 et n° E440.D.17.025605, REALSTAR n°912120059 et n°912850039 et UNION n°607-A2-1247.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délai : 1 mois

N° 12 : Ventilation – Vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 7-6
Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation
Prescription contrôlée : Cette ventilation est entretenue et vérifiée régulièrement par l'exploitant
Constats : La ventilation a été vérifiée 12 octobre 2023 par la société ITEK EUROPE. La ventilation de l'installation est réputée conforme d'après les tests effectués. Ce point n'a pas été vu lors de la visite d'août 2024.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Rejet à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/03/2006, Annexe 1 point 11-1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Prescription contrôlée : L'installation doit disposer d'un point de rejet qui dépasse 3 mètres les bâtiments situés dans un rayon de 15 mètres
Constats : Il a été constaté le 14 août 2024 que de la vapeur était rejetée en façade au niveau des fenêtres des bureaux de la société SAS SIMONE (sur la côté des bâtiments situés au 173 rue de Charenton Paris 12e). De plus, lors de la rencontre avec les plaignants le 20 février 2024, il a été constaté que de la vapeur était également rejetée dans les locaux techniques en sous sol du bâtiment B au 163 rue de Charenton. Paris 12e
<u>Demande formulée à l'exploitants</u> Entreprendre des travaux pour canaliser les vapeurs sortant en façade côté des bâtiments situés au 173 rue de Charenton Paris 12 ^e et dans les locaux techniques du bâtiment B situé au 163 rue de Charenton vers un point rejets situé à une hauteur supérieure de 3 mètres à celle de bâtiment le plus haut dans un rayon de 15 mètres. Remarque : Il pourra être conclu que l'exploitant a satisfait à la mise en demeure si une autre solution éliminant les rejets en vapeur était mise en place.
Type de suites proposées : Avec suite
Proposition de suites : Mise en demeure
Proposition de délais : 6 mois

N°14 : Liste des substances PFAS

Référence réglementaire Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 2
Thèmes : Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
Prescription contrôlée L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées. Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.
Constats Lors de l'inspection du 14/08/2024, il a été constaté que l'exploitant n'utilisait pas, ni produisait de PFAS dans ses procédés industriels. L'exploitant a néanmoins analysé ces rejets aqueux en mai et juin 2024. Les résultats de surveillance reviennent avec la mention « non quantifiée » pour l'ensemble des 20 PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15: Réalisation des campagnes d'analyse

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 3
Thèmes Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances
Prescription contrôlée L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.
Constats L'exploitant a fait réaliser des analyses de ses rejets aqueux les 21/05/24 et 24/06/2024 avec une recherche des 20 PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20/06/2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°16: Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

Source Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 4
Thème Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés
Prescription contrôlée Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats L'analyse a été faite par le laboratoire néerlandais AL-West B.V accrédité par le RVA (Raad voor Accreditatie) équivalent néerlandais du COFRAC pour réaliser les analyses selon la norme NEN-ISO-21675. Il s'agit de la norme néerlandaise pour l'analyse des PFAS Le numéro de certification de ce laboratoire est L 005. Aucun écart n'est donc constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°17: Exigences pour le prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 4
Thèmes : Actions nationales 2024Exigences pour le prélèvement
Prescription contrôlée Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation. Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents. Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.
Constats Les prélèvements sont conformes à l'exigence susvisée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/06/2023 Article 4
Thèmes : Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification
Prescription contrôlée Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée. Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée. Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.
Constats Le seuil de quantification pour la méthode AOF a bien été fixé à 2 µg/l. Comme la concentration des PFAS a été quantifiée à moins de 10 ng/l la mention « non quantifiée » a été indiquée dans les rapports transmis. Aucun écart n'a été constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet